

Le sans-abrisme en débats

Actualités et nouvelles perspectives de la recherche en sciences sociales

Il y a trente ans, en 1987, l'ONU proclamait l'année internationale du logement des sans-abri (*International year of shelter for the homeless*). Depuis cette date, un nombre important de recherches a été produit sur le sans-abrisme. Un effort de recension et de cumulativité a été conduit dans le monde anglophone (Levinson, 2004) et francophone (Choppin, Gardella, 2013). Ce travail primordial ouvre aujourd'hui sur une nouvelle étape : la mise en débats. Ce colloque a vocation à constituer un espace privilégié pour confronter et discuter des approches méthodologiques, des perspectives épistémologiques, des théories et des concepts qui s'inscrivent dans ce domaine de recherche. Plus encore, il s'agira de se demander à quoi sert la recherche sur le sans-abrisme aujourd'hui et d'interroger sa dimension politique.

Nous envisageons le « débat » comme une heuristique à même de (ré)interroger les analyses et les pratiques de recherche. Les chercheur-e-s prennent position, se situent et font dialoguer leurs travaux dans le domaine du sans-abrisme. Néanmoins, il semble essentiel de travailler sur les frontières et les porosités avec d'autres champs de recherche pour ouvrir de nouvelles perspectives. Enquêter sur ce problème public c'est aussi prendre en considération les conditions historiques, économiques, sociales et politiques qui influencent sa visibilité, son traitement et sa compréhension dans chaque contexte national. C'est pourquoi ce dialogue ne se réduira pas à la France et au monde francophone. Au contraire, ce colloque international sera l'occasion d'élargir les échanges à d'autres pays et à d'autres continents.

Sans prétendre épuiser les questionnements posés par la thématique du colloque, trois axes de réflexion sont privilégiés :

Politiques de l'enquête : postures et méthodologies

Mener l'enquête sur le sans-abrisme n'est pas un geste scientifique anodin. L'engagement de la ou du chercheur-e peut se lire tout au long du processus de recherche et rend compte de ce que nous appellerons ici les « politiques de l'enquête » (Fassin, Bensa, 2008).

L'ethnographie est souvent présentée comme la démarche méthodologique la plus aux prises avec la question de l'engagement (Cefaï *et al*, 2010). Elle a déjà fait l'objet de controverses entremêlant notamment posture de l'enquêteur-riche, rapport au terrain ou finalité de l'enquête. Chez certain-e-s, la démarche méthodologique peut même se transformer en engagement militant (Hopper, 2003). Comment et sous quelles formes les chercheur-e-s s'engagent-ils/elles dans l'enquête ? Qu'en est-il des enquêtes statistiques ou archivistiques ? Nous attendons des propositions qu'elles poursuivent le débat sur cet engagement méthodologique particulièrement sensible lorsque l'on s'intéresse au sans-abrisme.

Loin d'être homogènes, les enquêtes sur le sans-abrisme sont directement liées au contexte social, historique et politique. Recherche académique, posture critique, expertise publique, recherche-action : une large palette d'enquêtes se dessinent. À cela, s'ajoutent les enquêtes menées par les observatoires, les associations, les journalistes ou les documentaristes. Comment peut-on qualifier ces enquêtes ? Quelles sont les connaissances et représentations produites ? Ici, nous souhaitons aborder la diversité des formes de l'enquête ainsi que les manières dont les chercheur-e-s en sciences sociales collaborent et discutent (ou non) avec cette pluralité d'acteurs qui mènent l'enquête.

Catégorisations : genèses, significations et utilisations

Depuis les années 1990, dans différents pays, des catégories se sont imposées pour désigner un phénomène de « nouvelle pauvreté » visible dans les espaces publics urbains : SDF, *homeless*, itinérants, *moradores de rua*, etc. Un premier acquis de la recherche sur cette question a été de saisir les genèses de ces catégorisations (*Sociétés Contemporaines*, 1998 ; Pichon, 2008). En prolongeant cette démarche, cet axe vise à replacer ces catégories dominantes dans un espace de lutte pour la définition d'un problème public, dans lequel d'autres catégories existent ou ont existé. Qui sont les producteurs de ces catégories ? Comment rentrent-elles en controverse ? Dans quels espaces, dans quels buts et avec quelles significations sont-elles utilisées ? Quels effets ont-elles dans le débat public ?

Les catégories sont aussi produites par les chercheur-e-s en sciences sociales, notamment dans l'optique d'en récuser d'autres et de mieux cerner leur objet. Sont-elles le produit d'une enquête ou la condition même pour pouvoir en faire une ? Les catégories sont plurielles et omniprésentes : utilisées par les institutions, les personnes concernées, les professionnel-le-s de l'assistance, elles permettent de désigner le phénomène et de le distinguer d'autres situations. Quelle est la place de ces différentes dénominations dans nos travaux et comment se positionne-t-on vis-à-vis d'elles ? On peut également se demander en quoi ces catégories (scientifiques ou « indigènes ») utilisées pour décrire ce problème public rendent compte (ou pas) de ses transformations objectives tel le recours croissant des familles, des femmes et des migrants aux dispositifs d'hébergement en France (Yaouancq *et al*, 2013).

Réponses : les prises en charge des sans-abri et les sciences sociales

Sans pour autant arrêter d'étudier les pratiques et les conditions de (sur)vie des personnes sans-abri, de plus en plus de recherches semblent s'intéresser aux réponses apportées au(x) problème(s) du sans-abrisme. Partant de ce constat, nous attendons dans cet axe des propositions qui interrogent la diversité des types d'actions publiques apportées – médicales, sociales, judiciaires/pénales, policières, etc. – depuis leurs définitions et leurs conceptions jusqu'à leurs mises en œuvre sur le terrain. Quelles formes prennent-elles ? Quels sont les acteurs qui participent à leur implémentation ? L'objectif sera de comprendre la diversité des réponses dans une perspective aussi bien diachronique (quelles sont les évolutions dans le temps ?) que synchronique (comment plusieurs formes cohabitent-elles à une même période ?). Les perspectives transnationales et comparatives seront ici les bienvenues pour interroger aussi bien les similitudes que les différences entre les pays (De Swaan, 1988 ; Bruneteaux, Terrolle, 2010 ; Pichon, Girola, Jouve, 2016).

De manière réflexive, cet axe vise également à questionner la place qu'occupent les chercheur-e-s et leurs enquêtes dans les réponses apportées au sans-abrisme : comment participent-ils (ou non) à la définition et à la mise en œuvre de ces actions publiques ? Quelles sont les formes, directes ou indirectes, de cette implication et à travers quelles scènes s'opère-t-elle ? Plus généralement, il s'agira d'interroger les formats de publicisation des travaux de recherche en sciences sociales, leur entrée ou non dans le débat public et leur confrontation avec d'autres types de savoirs et de connaissances. L'objectif sera ici de comprendre ce que font les sciences sociales au problème public du sans-abrisme.

Modalités de soumission :

Les propositions de communication peuvent s'inscrire dans un ou plusieurs axes du colloque. Un résumé court de 2000 signes maximum (en français ou en anglais) est attendu pour le 22 avril 2017. Il sera accompagné d'un titre, du nom et prénom du ou des auteur-e-s et de leur rattachement institutionnel. Les notifications d'acceptation seront transmises le 22 mai 2017. Si la proposition est acceptée, un résumé long de maximum 4 pages devra être envoyé pour le 4 septembre 2017.

Les propositions sont à envoyer à l'adresse : sansabrisme@gmail.com

Toutes les informations sont disponibles sur le site : <http://sans-abrisme.sciencesconf.org>

Comité d'organisation

Mauricio Aranda, politiste, doctorant, Université Paris Nanterre, ISP.

Marine Maurin, sociologue, doctorante, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Gabriel Uribelarrea, sociologue, doctorant, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Comité scientifique (dont les membres du réseau "Aux frontières du sans-abrisme")

Mauricio Aranda, politiste, doctorant, Université Paris Nanterre, ISP.

Jérôme Beauchez, sociologue, MCF, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Florence Bouillon, anthropologue, MCF, Université Paris 8, LAVUE.

Louis Bourgois, politiste, doctorant, Université de Grenoble, PACTE.

Axelle Brodriez-Dolino, historienne, chargée de recherche CNRS, LARHRA.

Patrick Bruneteaux, politiste, chargé de recherche CNRS, CESSP.

Nataly Camacho, anthropologue, doctorante, Université Paris 7 Diderot, LCSP.

Audrey-Anne Dumais Michaud, sociologue, doctorante, Université du Québec à Montréal.

Cristina Filgueiras, sociologue, professeure, Pontificia Universidade Catolica Minas Gerais.

Édouard Gardella, sociologue, chargé de recherche CNRS, Centre Max Weber.

Claudia Girola, anthropologue, MCF, Université Paris 7 Diderot, LCSP.

Roch Hurtubise, sociologue, professeur, Université de Sherbrooke.

Élodie Jouve, ethnologue, chargée de mission à la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE), chercheuse associée au Centre Max Weber.

Julien Lévy, politiste, doctorant, Université de Grenoble, PACTE.

Marine Maurin, sociologue, doctorante, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Pascale Pichon, sociologue, professeure, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Clara Piolatto, architecte, doctorante, Université Paris Nanterre, CRH-LAVUE.

Nicholas Pleace, politiste, Senior Research Fellow, University of York, Centre for Housing Policy.

Shirley Roy, sociologue, professeure, Université du Québec à Montréal, CRI.

Gabriel Uribelarrea, sociologue, doctorant, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Lola Vivès, sociologue, doctorante, Université Jean Monnet, Centre Max Weber.

Partenaires

Université Jean Monnet Saint-Étienne; Université Paris Nanterre; Université Paris 7 Diderot; Centre Max Weber (UMR 5283); Labex Intelligence des mondes urbains (IMU); Institut des Sciences sociales du Politique (UMR 7220); Laboratoire du Changement Social et Politique (EA 7335); PACTE (UMR 5194); Centre de Recherche sur l'Habitat-LAVUE (UMR 7218).

Bibliographie indicative.

Bruneteaux P., Terrolle D. (dir.), 2010, *L'arrière cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.

Cefaï D., Costey P., Gardella É., Gayet-Viaud C., Gonzalez Ph., Le Mener E., Terzi C. (dir.), 2010, *L'engagement ethnographique*, Paris, EHESS.

Choppin K., Gardella É. (dir.), 2013, *Les sciences sociales et le sans-abrisme. Recension bibliographique de langue française. 1987-2012.*, Saint-Étienne, PUSE.

De Swaan A., 1988, *In Care of the State: Health care, education and welfare in Europe and the USA in the Modern Era*, New York/Cambridge, U.P./Polity Press.

Fassin D., Bensa A. (dir.), 2008, *Les politiques de l'enquête : épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte.

Hopper K., 2003, *Reckoning with homelessness*, Ithaca, Cornell University Press.

Levinson D. (dir.), 2004, *Encyclopedia of homelessness*, Thousand Oaks, SAGE Publications.

Pichon P. (dir.), 2008, *SDF, sans-abri, itinérant. Oser la comparaison*, Louvain la Neuve, Presses de l'Université de Louvain.

Pichon P., Girola C., Jouve E. (dir.), 2016, *Au temps du sans-abrisme. Enquêtes de terrain et problème public*, Saint-Étienne, PUSE.

Sociétés Contemporaines, n°30, 1998 (« Les sans-domicile en France et aux États-Unis »)

Yaouancq F., Lebrère A., Régnier V., Legleye S., Quaglia M., 2013, « L'hébergement des sans-domicile en 2012. Des modes d'hébergement différents selon les situations familiales », *INSEE Première*.